



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté n° 2017/BPEF/020

LA PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1 et suivants relatifs à l'autorisation environnementale,

VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du L.214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 d'application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 et ses décrets d'application n°2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet coordonnateur de bassin portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin « Loire-Bretagne » ;

VU le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) sur le bassin Loire-Bretagne adopté le 23 novembre 2015 par le préfet coordinateur du bassin, dont l'arrêté d'approbation a été publié le 22 décembre 2015 ;

VU l'arrêté en date du 9 septembre 2009 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Estuaire de la Loire ;

VU l'arrêté n° 2007/BE/026 en date du 9 février 2007 relatif à l'application des produits phytosanitaires à proximité du réseau hydrographique ;

VU l'arrêté n°79/BRE/2001 en date du 17 mai 2001 ;

VU la demande n°44-2016-00088 en date du 8 avril 2016, présentée par la Communauté de Communes Erdre et Gesvres, 1 rue Marie Curie, Parc d'activités La Grand'Haie 44119 Grandchamp des Fontaines en vue d'obtenir l'autorisation unique pour l'extension du parc d'activités de Ragon à Treillières et les compléments reçus en date du 3 juin 2016 ;

VU la demande de compléments de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 20 mai 2016 ;

VU l'arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement en date du 30 mars 2016 et dispensant le présent projet d'étude d'impact ;

VU l'avis émis par la commission locale de l'eau du SAGE de l'Estuaire de la Loire en date du 6 juillet 2016 ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé en date du 22 avril 2016 ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 3 octobre au 4 novembre 2016 inclus en mairie de Treillières ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 25 novembre 2016 ;

VU la note de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 8 mars 2017 ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courrier du 23 mars 2017 ;

VU la réponse formulée par le bénéficiaire le 27 mars 2017 ;

CONSIDERANT que l'extension du parc d'activités de Ragon à Treillières faisant l'objet de la demande est soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation a été déposée avant le 1^{er} mars 2017, et que celle-ci doit être instruite selon les dispositions législatives et réglementaires du régime de l'autorisation unique IOTA ;

CONSIDERANT qu'après délivrance de la présente autorisation, celle-ci relève du régime de l'autorisation environnementale, notamment pour les voies et délais de recours ;

CONSIDERANT que les travaux et aménagements présentés dans le dossier résultent d'une méthodologie basée sur l'évitement à la fois de part la conception du projet et lors de la phase travaux ;

CONSIDERANT que le projet aboutit à préserver les connexions hydrauliques du fossé constituant le lieu de reproduction de la salamandre tachetée et maintient le lien entre les espaces terrestres occupés par la salamandre tachetée et le fossé ;

CONSIDERANT que le projet aboutit à maintenir les haies présentes dans l'emprise de l'extension et prévoit une gestion différenciée de celles-ci ;

CONSIDERANT que des mesures de stockage et de régulation des eaux de ruissellement sont prévues ;

CONSIDERANT que des mesures correctives sont apportées au bassin de rétention Sud existant afin le rendre conforme à l'autorisation initiale du 17 mai 2001 sus-visée ;

CONSIDERANT que les eaux usées liées au projet sont traitées par la station d'épuration de Tougas (Saint-Herblain), suffisamment dimensionnée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE :

TITRE I – OBJET DE L'AUTORISATION

Article I.1 : BENEFICIAIRE

Le titulaire de l'autorisation est la Communauté de Communes Erdre et Gesvres, ci-dessous nommé « le bénéficiaire ».

Article I.2 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le projet consiste à aménager la dernière extension du parc d'activités de Ragon sur la commune de Treillières, d'une superficie de 7 ha et à régulariser 24,5 ha d'espaces déjà aménagés au sein du parc.

Le plan en annexe 1 de l'arrêté précise la localisation de l'aménagement par rapport au parc d'activités existant.

– Champ couvert par l'autorisation environnementale :

Le projet est soumis à autorisation environnementale, valant autorisation au titre de la Loi sur l'eau ; compte tenu des caractéristiques du projet, de son environnement et des mesures d'évitement et de réduction prises, l'autorisation environnementale ne couvre pas d'autres champs de la réglementation (absence de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées).

Les mesures d'évitement et de réduction d'impact sur les espèces protégées, justifiant l'absence de dérogation, font l'objet de prescriptions spécifiques incluses dans le projet d'arrêté (titre IV).

– Rubriques de la nomenclature de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées :

| Rubrique | Nature de la rubrique | Régime |
|-----------------|---|---------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha | Autorisation |

Article I.3 : CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Le site de l'extension du parc d'activités de Ragon se situe sur un reliquat foncier délimité :

- au nord et à l'est par des quartiers d'habitation ;
- au sud par la RD75 et le parc d'activités existant de ragon ;
- à l'ouest par la RD537 ;
- au sud-ouest par le carrefour giratoire faisant partie intégrante de l'échangeur de la RN137.

TITRE II – DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES

Article II.1 : CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable intervenant dans les mêmes circonstances doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation, par le bénéficiaire avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Article II.2 : DEBUT ET FIN DES TRAVAUX-MISE EN SERVICE

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux du projet et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées notamment aux articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement.

Article II.3 : CARACTERE DE L'AUTORISATION – DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, elle peut être abrogée ou modifiée sans indemnité de l'État dans les conditions fixées par l'article L.181-22 du code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97, l'arrêté d'autorisation cesse de

produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de 8 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation.

La demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au Préfet par le bénéficiaire 2 ans au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, dans les conditions prévues aux articles L.181-15 et R.181-49 du code de l'environnement.

Article II.4 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION

Le transfert de l'autorisation fait l'objet d'une déclaration adressée au Préfet par le nouveau bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Article II.5 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le Préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article II.6 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire remet le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Il informe le Préfet de la cessation de l'activité et des mesures prises. Le Préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site, sans préjudice de l'application des articles L.163-1 à L.163-9 du code de l'environnement et L.163-11 du code minier.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le Préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée, et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article II.7 : ACCES AUX INSTALLATIONS ET EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport (notamment nautique) permettant d'accéder aux secteurs à l'installation/l'ouvrage/le secteur de travaux/au lieu de l'activité.

Article II.8 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article II.9 : AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

TITRE III- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Article III.1 : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

1- Avant le démarrage du chantier

Les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toute opération par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins.

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

2- En phase de chantier

Le bénéficiaire informe le service instructeur et les services en charge de la police de l'environnement de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées, par transmission – par courriel – des comptes rendus des réunions de chantier.

2.1 Eaux pluviales

Un système provisoire de collecte et de traitement des eaux ruisselant sur les zones terrassées est mis en place. Les produits polluants extraits sont évacués selon la réglementation en vigueur.

2.2 Eaux de lavage

Les aires de stockage de produits potentiellement polluants et de stationnement des véhicules de chantier font l'objet de mesures de confinement et sont implantées en dehors des zones sensibles (en particulier fossé en bordure septentrionale et à proximité du puits recensé).

3- En phase d'exploitation

3.1 Assainissement des eaux pluviales : (voir plan de l'assainissement pluvial en annexe 2)

-Domaine public

Le coefficient d'imperméabilisation maximal est fixé à 0,6.

• Cas du bassin sud sur le parc d'activités existant :

L'ouvrage est redimensionné pour atteindre un volume complémentaire de 830 m³ en vue de réguler une pluie d'occurrence vicennale.

Il comporte désormais les caractéristiques suivantes :

| Bassin | Surface collectée | Coefficient de ruissellement | Débit de fuite | Volume |
|------------|-------------------|------------------------------|----------------|---------------------|
| Bassin sud | 40,8 ha | 0,64 | 190 L/s | 9775 m ³ |

• Au sein du périmètre de l'extension du parc :

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau de canalisations enterrées et quelques tronçons de fossés avant d'être acheminées vers un ouvrage de rétention localisé en bordure de la RD75, à l'est du giratoire créé pour l'accès à la zone.

Cet ouvrage est dimensionné sur la base d'une pluie trentennale, d'un débit de fuite de 3 L/s/ha (soit 2 L/s) et présente un volume de 200 m³.

Il comprend les éléments suivants : surverse, cloison siphonide, vanne de fermeture à fonctionnement manuel, dispositif de phytoremédiation situé en amont de l'ouvrage de régulation.

-Domaine privé

Les eaux pluviales de chaque îlot font l'objet d'une gestion à la parcelle selon les principes de dimensionnement suivants : pluie d'occurrence trentennale et débit de fuite limité à 3L/s/ha.

Préalablement à la cession des îlots aux acquéreurs, le bénéficiaire transmet au service instructeur en charge de la police de l'eau, une note de dimensionnement hydraulique détaillée (en particulier coefficients d'imperméabilisation, volumes, débits de fuite associé à chaque îlot) répondant à ces principes.

Aucun rejet lié aux dispositifs de rétention à la parcelle n'est raccordable au réseau pluvial du domaine public situé dans le périmètre de l'extension du parc.

Cette disposition est notamment intégrée aux cahiers des charges de cession des terrains à l'encontre des futurs acquéreurs.

Il relève du maître d'ouvrage de faire respecter les caractéristiques des ouvrages de gestion des eaux pluviales auprès des acquéreurs des parcelles privées, notamment dans le cadre du cahier des charges de cession de terrain.

3.2. Assainissement des eaux usées :

L'assainissement des eaux usées est de type séparatif.

Les eaux usées liées au projet (représentant un flux moyen de 240 équivalents-habitants) sont traitées par la station d'épuration de Tougas, située sur la commune de Saint-Herblain.

Article III-2 : MOYENS D'ANALYSES, DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE – CONDUITE DES TRAVAUX

L'emploi de produits phytosanitaires pour l'entretien des ouvrages est interdit. Les ouvrages sont entretenus de manière à préserver en permanence leurs caractéristiques et à assurer leur bon fonctionnement.

Les ouvrages de rétention font l'objet d'une visite annuelle et d'un curage ou vidange deux fois par an, afin de constater les volumes de dépôts, les extraire et les gérer conformément à la réglementation en vigueur.

Article III-3 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

En cas de pollution accidentelle, des opérations de pompage et de curage sont mises en œuvre. Des barrages flottants et des matériaux absorbants sont conservés sur le chantier afin de permettre au personnel compétent d'intervenir rapidement, selon le type de milieu pollué (sol ou eau).

Les personnels de chantier et les agents chargés de l'entretien des ouvrages de rétention lors de la phase d'exploitation sont formés aux mesures d'intervention en cas de pollution.

TITRE IV-PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PRESERVATION DES ESPECES PROTEGEES

La carte des enjeux écologiques liés aux habitats et espèces protégés figure en annexe 3.

Article IV.1 : MESURES PARTICULIERES D'EVITEMENT :

Les haies présentes dans l'emprise du projet seront maintenues.

Le fossé dans lequel se reproduit la salamandre tachetée (*salamandra salamandra*) sera préservé, de même que la connexion hydraulique de celui-ci avec la parcelle privée au nord et le fossé longeant le Chemin des Mares à l'est.

Les axes de déplacement et les zones de chasse des chiroptères seront préservés.

Le chêne présentant des cavités liées à la présence du Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) sera préservé.

Article IV.2 : MESURES PARTICULIERES DE REDUCTION :

Une clôture sera érigée entre la limite nord de l'emprise du projet et les parcelles privées. Elle sera constituée d'un mur en béton sur pieux. En bas de ce mur, tous les mètres, sera aménagé un passage ajouré de un mètre de longueur, permettant le passage de la salamandre tachetée (*salamandra salamandra*).

L'emprise des travaux sera délimitée afin d'éviter les impacts sur les milieux naturels préservés.

TITRE V – DISPOSITIONS FINALES

Article V.1 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

En application du 2° du I de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé et, le cas échéant, de l'article R.214-19 du code de l'environnement :

- La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;
- Un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie consultée ;
- Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture de Loire-Atlantique et à la mairie de Treillières pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié par le préfet aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le département de Loire-Atlantique ;
- La présente autorisation est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la préfecture de Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins un an.

Ces affichages et publications mentionnent l'obligation, prévue au III de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé, de notifier à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la présente autorisation unique.

Article V.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

1-Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent (6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes cedex 01), en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

• par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

2- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais de recours mentionnés au 1.

3-En cas d'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique par un tiers contre le présent arrêté, le Préfet en informe le bénéficiaire de l'autorisation.

4-Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au 1, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de 2 mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, l'absence de réponse vaut rejet tacite de la réclamation.

S'il estime que la réclamation est fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article V.3 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique, le maire de la commune de Treillières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture Loire-Atlantique.

Une copie du présent arrêté sera adressée à la commission locale de l'eau du SAGE Estuaire de la Loire et à la commune de Treillières afin de le tenir à la disposition du public.

Nantes, le **30 MARS 2017**

LA PRÉFÈTE,
pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,







Emmanuel AUBRY

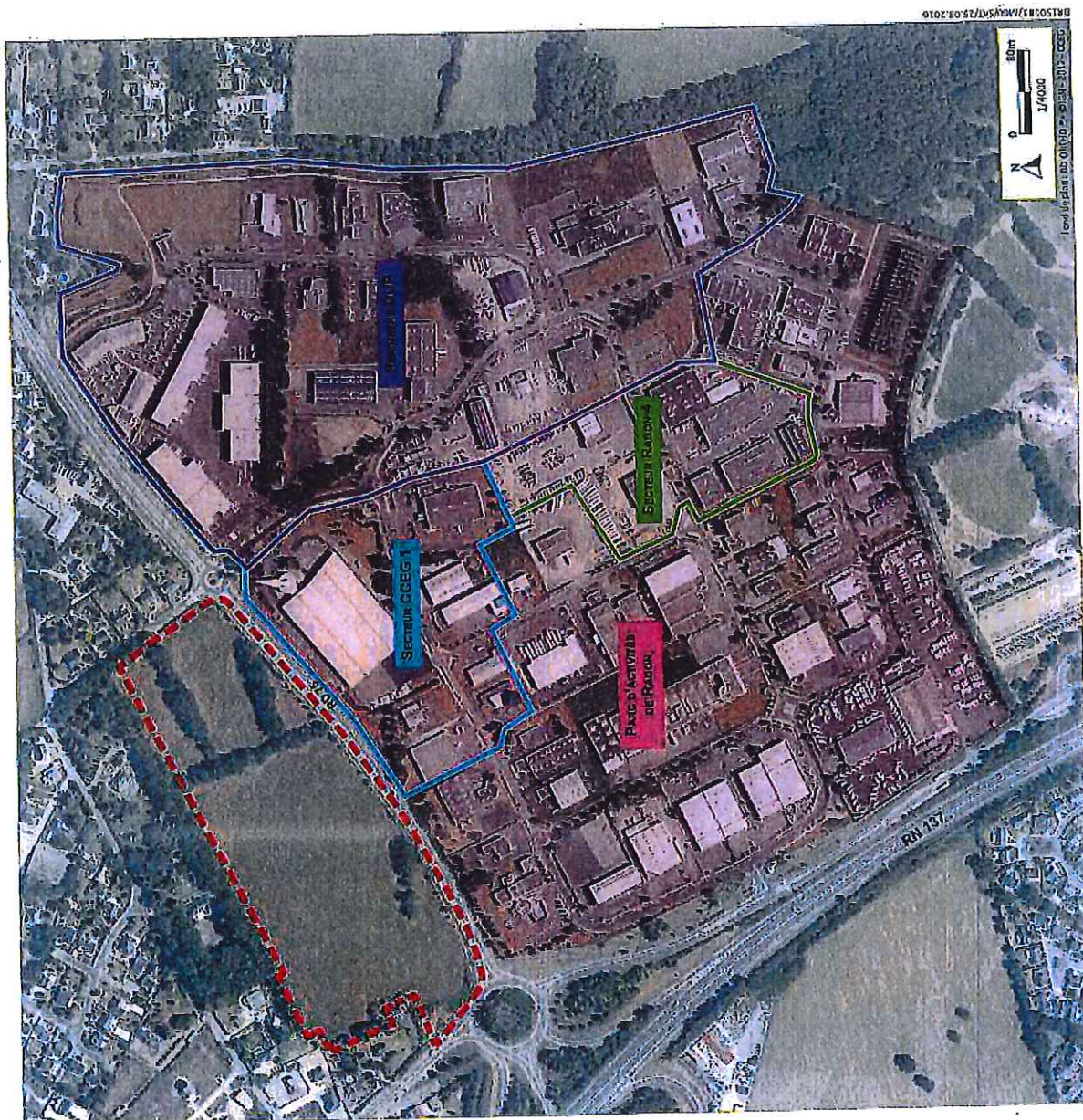
ANNEXES

1. Plan de localisation de l'aménagement par rapport au parc d'activités existant
2. Plan de gestion des eaux pluviales
3. Carte des enjeux écologiques liés aux habitats et espèces protégées

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au Guichet unique de l'eau de la DDTM.

Parc d'activités de Ragon et Autorisation Loi sur l'Eau

-  Zone d'étude
-  Parc d'activités de Ragon - 57,8 ha
- Périmètre concerné par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2001 :*
-  Périmètre DUP de mars 2000 : 17,90 ha
-  Secteur «Ragon 4» : 3,09 ha
-  Secteur «CEEG 1» : 5,32 ha



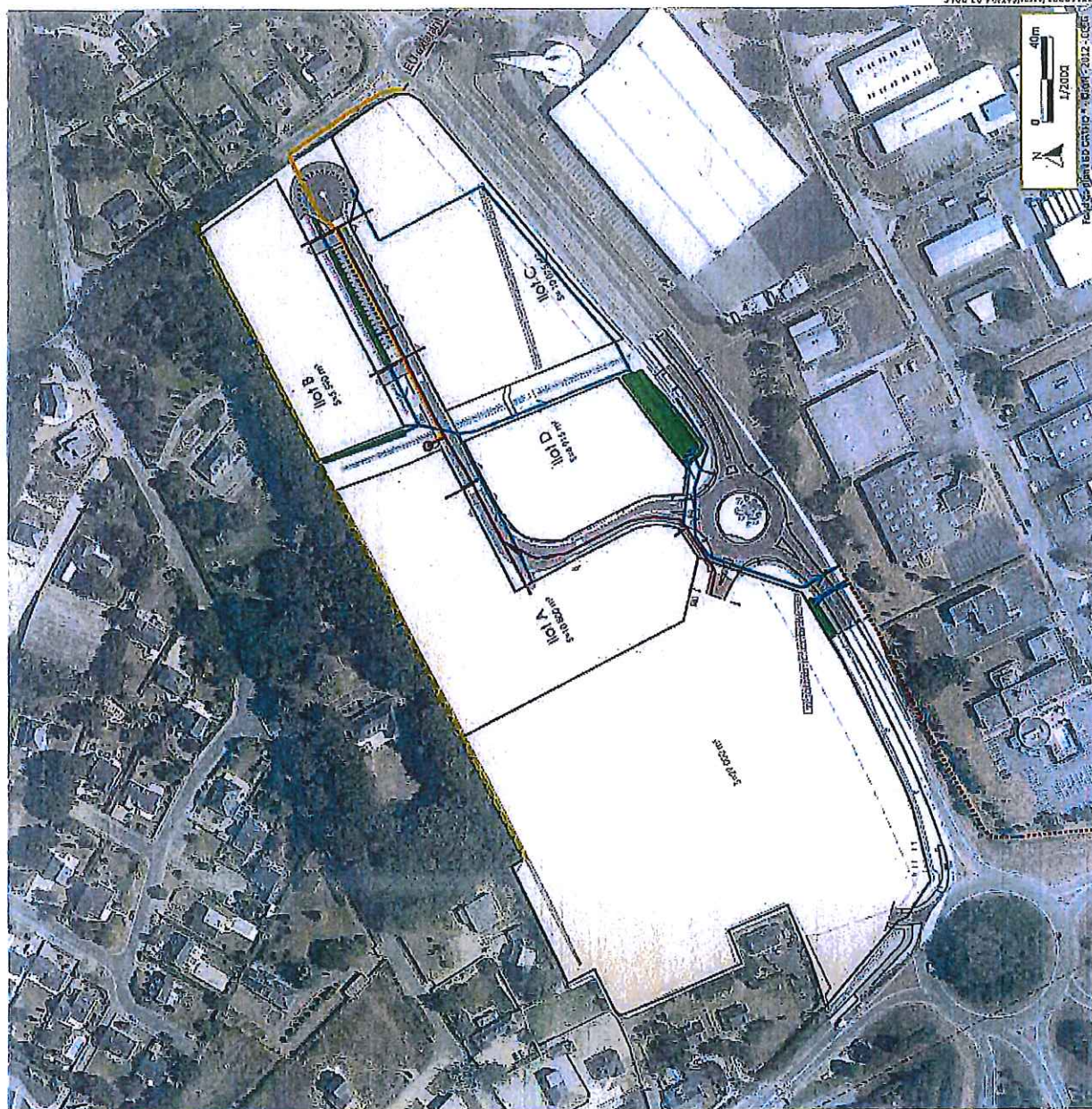
vu **30 MARS 2017**
pour être annexé à mon
arrêté du **30 MARS 2017**
NANTES, le
LE PREFET,
Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY



Principe d'assainissement

-  Zone d'étude
-  Canalisatation eau pluviale
-  Canalisatation eau usée
-  Canalisatation refoulement
-  Reprofilage fossé existant
-  Drain Ø200 dans tranchée drainante et regard
-  Bassin, fossé
-  Gestion à l'ilot



VU
pour être annexé à mon
arrêté du **30 MARS 2017**
NANTES, le **30 MARS 2017**
LE PREFET,

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY



Annexe 3

Enjeux écologiques



- Zone d'étude
- Limite de commune

Enjeux écologiques

- Chêne pédonculé avec cavités liées au grand capricorné
- Principaux corridors écologiques (axes de déplacement et de chasse des chiroptères ; nidification et repos des oiseaux...)
- Haie avec gîtes potentiels à chiroptères
- Larves de salamandre tachetée dans le fossé

egis

VU
pour être annexé à mon
arrêté du **30 MARS 2017**
NANTES, le **30 MARS 2017**
LE PREFET
Pour la préfecture et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY